

LE PRADET (Var)



24 ARR PM PERM 035

ARRÊTÉ PERMANENT

REGLEMENTATION DE LA PLACE PAUL FLAMENCQ

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 et suivants et L 2214-3

VU le Code de la route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 110-2, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-3, R 417-3 et suivants R 417-10 et suivants

VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5 et 644-2

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

VU la demande effectuée par les services techniques de la Ville de Le Pradet,

Considérant que pour permettre la livraison des commerces et faciliter le passage des véhicules chargés de missions de service public, il convient de réglementer les accès sur la place.

Considérant que pour la tranquillité et la sécurité des usagers de la place Paul Flamencq, il convient de mettre en sécurité les accès et d'interdire certaines activités.

Considérant que pour la sécurité et la salubrité publique il convient de prendre des mesures autour des commerces de la place.

Considérant que pour le bon ordre, il convient de réglementer l'utilisation du bassin et des fontaines.

ARRÊTONS

Article 1 : L'arrêté municipal N° 22-ARR-PM-PERM-126 en date du 22 septembre 2022 est abrogé et remplacé par ce dernier.

Article 2 : La place Paul Flamencq est classée « Zone piétonne ». Le stationnement de tout véhicule est interdit, sauf services publics, secours et ceux autorisés à titre exceptionnel par arrêté.

Article 3 : La circulation des véhicules autres que ceux des services publics, secours ou autorisés exceptionnellement par arrêté est interdite sur la place Paul Flamencq.

Article 4 : L'accès pour les livraisons des commerces de la place est possible jusqu'à dix-heures. L'arrêt de ces véhicules n'est toléré que pendant la durée de chargement et déchargement

Article 5 : Le sens de circulation de la rue MEGE, qui traverse la place en son haut, ne peut se faire que pour les véhicules des convois funéraires et dans le sens EST/OUEST (Jaurès / Lantrua)

Article 6 : Les jeux de balles et de ballons sont interdits sur la place Paul Flamencq

Article 7 : L'usage des planches à roulettes, des rollers, trottinettes, overboard, giropodes ne peut se faire qu'à allure modérée.

Article 8 : Il est interdit d'escalader le bassin et les fontaines de la place Paul Flamencq, de remplir tout contenant, de laver ou rincer tout objet ou linge. La baignade est proscrite ainsi que pour les animaux.

Article 9 : Seules les terrasses des commerçants conventionnées pourront comporter du mobilier : tables, chaises, dispositifs d'ombrages prévus dans la charte. Les comptoirs de vente, les vitrines réfrigérées, les systèmes de cuisson de tous types planchas, braséros, crêpières, sont proscrits.

Article 10 : L'occupation des terrasses se fera dans le strict cadre de l'activité économique de l'établissement telle que déclarée et mentionnée dans la convention, et dans les conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage.

Article 11 : Les portes menus et autres chevalets sont interdits en dehors de la surface concédée par convention et ne devront gêner le passage en aucun cas.

Article 12 : Les contrevenants aux dispositions seront verbalisés et les véhicules mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires.

Article 13 : Le service de la Police Municipale est chargé d'assurer le contrôle du stationnement, de la circulation et des mesures prises pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 14 : Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 15 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale.

Article 16 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire

Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Signé par : Hervé STASSINO
Date : 28/02/2024
Qualité : MAIRE

